
L'Islam dans les représentations stratégiques de l'Occident

Dominique David

L'idée que l'Islam et l'Occident formeraient une relation forte du jeu stratégique de demain est à la mode et tend à se diffuser pour des raisons de conjoncture, tenant à l'évolution du système international. Ce couple Islam/Occident existe-t-il, fonctionne-t-il déjà? N'est-il qu'une représentation idéologique servant d'autres acteurs? N'est-il tout simplement rien? Ou est-il en voie de cristallisation plus ou moins lente?

Parler de stratégie, c'est approcher des acteurs stratégiques qui fonctionnent les uns par rapport aux autres. Il n'est donc de stratégie que relationnelle; raisonner stratégiquement c'est penser rationnellement la gestion des conflits selon toutes les modalités imaginables, dans un cadre qui identifie l'Autre comme objet de nos efforts de coexistence ou de négation. La représentation que nous nous faisons de l'Autre est ainsi cardinale, parce qu'elle définit l'espace dans lequel nous allons tenter de vivre; parce qu'elle nous informe sur ce qu'est l'Autre et donc nous permet de régler nos décisions stratégiques; parce qu'enfin convenablement tordue et distordue, cette représentation peut devenir une arme dans l'action.

Les paysages stratégiques (la représentation du monde dans lequel nous entendons vivre et agir) ne sortent pas de l'imaginaire artistique des peuples. Ils sont produits à la fois par des volontés et par des héritages. L'ensemble de nos héritages forme ainsi une culture stratégique, qu'on peut décrire comme le système de référents par rapport auxquels sont pensés les modes de gestion des conflits qui, inévitablement, nous

Hiver 1995-1996

opposent aux autres. Pour la plupart des acteurs nationaux qui forment aujourd'hui le vague ensemble dénommé *Occident* — prenons pour le moment ce terme pour pertinent —, et en particulier pour la France, l'Islam comme tel n'a jamais été essentiel dans la formation et le développement des cultures stratégiques.

L'Islam absent

L'héritage très lointain des Croisades est fort peu présent dans la conception géographique que se font nos pays de l'espace méditerranéen. Nul ne peut prétendre que la dénonciation de l'*Infidèle* — avec qui au demeurant la France s'appliqua à s'entendre très tôt —, ait constitué au long des siècles une base de notre déploiement de force diplomatique ou militaire. Il n'y a pas à ce titre de mythe des Croisades — le terme demeurant très dévalué dans le langage français, par exemple —, mais un héritage mineur qui ne se concrétise qu'en zones d'influence perdurant, à l'Est de la Méditerranée, plus ou moins brillamment à travers les siècles. Demeure l'idée, en grande partie mythique, d'un espace vaguement unique, cette Méditerranée où se seraient entrechoquées, pour accoucher des grandes civilisations, les trois religions du Livre. Idée unitaire immédiatement contrebattue par la réalité multiséculaire éclatée des bassins conflictuels de la Méditerranée.

Si l'on s'attache aux deux derniers siècles qui, pour les Français, sont vraiment fondateurs de leur culture stratégique contemporaine, force est de constater que l'Islam en tant que tel n'y occupe aucune place. Caricature-t-on en disant que la seule présence de l'Islam dans cette culture stratégique française est constituée par les champs de croissants veillant l'ossuaire de Douaumont, auprès des croix et des étoiles de David? Non. Décrire ce lieu, l'un des plus impressionnants de ceux dont nous ayons hérités de l'histoire militaire française, c'est voir la présence de l'Islam comme instrument, et non comme antagoniste. Nulle théorie stratégique, nul mode opératoire militaire n'a été en France depuis Richelieu pensé spécifiquement contre l'Islam (alors que l'armée de conscription ou la dissuasion nucléaire ont été pensées en fonction de relations de couple particulières).

La guerre d'Algérie, dira-t-on. Mais ce serait beaucoup solliciter l'histoire que d'en faire un conflit religieux ou idéologique, alors qu'il s'agissait d'une guerre de décolonisation, conflit politique s'il en est tant du côté de ceux qui tentaient de se définir comme nation, que pour les Américains et Soviétiques qui poussaient à la liquidation des empires, ou pour les Français souhaitant maintenir le contrôle de départements. La guerre coloniale n'a pas été inventée contre l'Islam; la guerre psychologique est née en Indochine; et les techniques de pacification ne renvoient pas aux caractères particuliers des peuples du sud de la Méditerranée. L'Islam ne se retrouve donc ni comme référence stratégique globale, ni comme référence de la création opérationnelle. Sa présence est nulle dans notre culture stratégique, ce dont témoigne assez

le mol engagement français dans le Liban des années soixante-dix et quatre-vingt: les opérations diplomatiques et militaires furent à juste titre ressenties alors comme la gestion lasse d'un héritage de zone d'influence, et certainement pas comme le point de départ d'une croisade nouvelle sur les lieux qui en avaient vu tant; d'où la relative indifférence de l'opinion française.

Les références de notre action au Sud ont toujours été autres. Quand quelqu'illuminé parlait de la "*défense de l'Occident chrétien*", il s'agissait de le défendre contre le "*communiste athée*"; les flèches larges et menaçantes qui, sur les cartes d'alors, s'approchaient de la France, ne naissaient pas au Maghreb; elles partaient d'URSS et passaient par le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord pour passer ensuite la Méditerranée; c'est bien d'un contournement du dispositif occidental qu'on avait peur — contournement d'ailleurs providentiellement annoncé par Lénine...

Un Sud qui se sépare de nous?

A cette inexistence traditionnelle de l'Islam dans notre culture stratégique, répond cependant depuis quelques années l'existence de *quelque chose*, né au sud de la Méditerranée, que nous percevons soit comme un sentiment commun qui nous serait opposé, soit comme un chaudron de menaces ou de risques, divers mais nous concernant dans leur globalité. L'émergence de cette perception, peu structurée, s'inscrit dans un temps assez long et renvoie à des déclencheurs très divers.

La découverte, dans les années soixante-dix, des deux côtés de la Méditerranée, de l'arme du pétrole semble aujourd'hui lointaine. Elle constitue cependant un élément fondamental dans ce long et contradictoire processus d'émergence d'un Autre méditerranéen. Une relative unité arabe s'affirmait alors autour du maniement de cet instrument; les richesses qui en découlaient devaient avoir un effet unificateur au profit de tous; et les "Occidentaux", dépendants volontaires (Etats-Unis) ou non (Européens, Japonais) du pétrole moyen-oriental découvraient que cette région, qui allait peut-être devenir un acteur en se donnant déjà l'illusion de l'être, n'était pas simplement une tache compliquée sur notre géographie héritée des siècles, mais un espace stratégique décisif. C'est l'heure de la doctrine Carter, par laquelle les Etats-Unis affirment qu'ils ont des intérêts stratégiques essentiels au Moyen-Orient (d'où la création de la *Rapid Deployment Force* dont les successeurs interviendront contre l'Irak plus d'une décennie plus tard). D'où, aussi, les grands dialogues qui s'ensuivent (Nord-Sud, euro-arabe, etc.).

Un peu plus tard, l'irruption de l'Iran khomeiniste confirmera que "quelque chose" peut se passer hors de nos cadres stratégiques ordinaires — la routine de la confrontation avec Moscou via le système des Alliances. L'Iran de ce temps, c'est l'émergence d'un système de représentations qui est au sens propre *ailleurs*, ni "occidental", ni

Hiver 1995-1996

"socialiste", ni "tiers", ni "non-aligné". Les idéologues de tous les camps succombèrent bien sûr à la tentation d'analyser le nouveau régime comme un allié objectif de tel ou tel; mais sa force propre était de casser pour la première fois depuis la mise en place de la guerre froide les cadres de la réflexion stratégique des acteurs dominants dans le monde. D'où la puissance de l'image du conflit irako-iranien. Vraie guerre dont les protagonistes ne pouvaient se rattacher à aucun camp de l'Est ou de l'Ouest. Vraie guerre rappelant furieusement le premier conflit mondial, avec ses lignes, ses masses, ses immobilités meurtrières, alors que nous théorisions depuis plusieurs décennies soit la non-guerre soit la guerre par combattants interposés (Vietnam). D'un coup nous découvrons l'existence d'espaces stratégiques proches et qui ne répondaient pas à notre logique centrale. Cette redécouverte de la guerre fut fondamentale dans les années quatre-vingt pour les réflexions des pays pacifiés du Nord de la Méditerranée; elle n'était que le prélude de redécouvertes plus dures. Enfin l'Iran représentait l'affirmation provocante d'une politique désécularisée: provocation subie avec horreur, ou avec fascination pour certains intellectuels. Par ces ruptures: la création d'un autre espace stratégique, la redéfinition de la force guerrière, l'affirmation d'un autre espace du politique, l'Iran se posait en héros d'un mouvement qui nous forçait à sortir de notre monde, ou au moins à avouer qu'il n'était pas seul. Il commençait à nous dire qu'émergeait un Autre absolu, objectivement dérangeant sinon encore subjectivement agressif.

Autre étape de la définition d'un autre monde, et d'un Autre tout court, la crise mondiale des années soixante-dix va progressivement donner une dimension nouvelle à la question de l'immigration dans les pays européens, et spécialement en France où cette immigration se trouve être massivement arabe. Le développement du problème de l'immigration en France dans les années quatre-vingt, c'est l'invention d'un Autre au cœur de chez soi. Mouvement subtil puisque la jonction explicite entre l'*Autre intérieur* qui émerge de la crise et se décrit dans les discours d'une extrême-droite en expansion en France depuis le début des années quatre-vingt, et l'*Autre extérieur* qui lui ressemblerait, cette jonction n'est jamais vraiment faite. Elle reste implicite, comme le démontre la période de la Seconde Guerre du Golfe où les questions sur la loyauté des populations arabes habitant en France ne seront posées que de manière marginale, indirecte — à juste titre d'ailleurs, les sondages de l'époque décrivant l'étonnant détachement de ces immigrés vis-à-vis des enjeux du conflit.

Enfin, la disparition du référent Est-Ouest à la fin des années quatre-vingt dérègle l'ordonnement de notre ancien paysage. La menace de l'Est s'efface, et pendant quelques mois on sent bien les tentations dogmatiques de certains spécialistes, en manque d'ennemi, de basculer le dispositif de l'Est vers le Sud. Tentation du basculement qui peut être grossière (tourner, simplement, les canons au Sud en prétendant que les obus viennent désormais de là), ou plus sophistiquée (prévoir un Sud déstabilisé par ses problèmes propres ou destabilisant en soi parce que porteur d'une opposition irréductible des civilisations). Il reste que la disparition du système Est-Ouest définit par contrecoup en termes

stratégiques une Méditerranée contradictoire: une Méditerranée encore plus éclatée, segmentée en bassins conflictuels multiples, en solidarités hétérogènes; mais aussi une Méditerranée qui peut — ou doit? — être enfin pensée en tant que telle, et non plus seulement comme flanc sud de l'Alliance atlantique, approche du Golfe pétrolier, ou nasse pouvant prendre au piège les navires soviétiques. L'effet est donc paradoxal: on ne sait pas définir ce qui bouge au Sud, ni le sens du mouvement; mais l'ensemble de ces mouvements acquiert bien à ce moment dans notre esprit un sens nouveau.

Strate par strate, ces évolutions modifient profondément la perception globale du Sud méditerranéen, en particulier en France. Cette perception demeure néanmoins très floue; de quoi au juste est-elle faite? Autrement dit, comment émerge cette image de l'Autre, et quelle place occupe-t-elle dans les représentations qui conditionnent un choix stratégique?

L'islam retrouvé

Le premier des éléments constitutifs de cette perception — une fois encore vague, non structurée — est évidemment le problème arabe. Que ce problème arabe existe, que l'Arabe représente depuis 1945 le "barbare" le plus proche de la France (avec les retraits qui nous privent en 1945, puis en 1990, du proche contact avec l'ennemi, contact qui organise nos conceptions stratégiques depuis plusieurs siècles): l'impossible traitement historique de la guerre d'Algérie, ou le statut des familles harkies en France écrasées à la fois de surprotection et de mépris, suffiraient à le rappeler. "Barbare" proche, image la plus proche du pauvre juxtaposée à celle des ghettos urbains, l'Arabe a tout pour être au sens propre insupportable, image de reproches anciens et de péchés actuels, personnage fantasmé comme tout sujet de racisme. Les stéréotypes sont ici sans doute fort classiques pour un analyste du racisme: l'imprévisibilité, la fourberie, la violence, le rituel incompréhensible, le rôle du sang, etc.

Au-delà de ces perceptions somme toute et hélas classiques, peuvent se développer — et nous atteignons ici un niveau critique en matière de relations internationales — des peurs, qui nous saisissent justement parce qu'elles n'apparaissent pas gérables par notre appareillage de sécurité (culture stratégique, raisonnements et représentations, appareil diplomatique et de défense etc.). Autrement dit, la peur diffuse naît ici d'une confrontation à des situations que nous ne sommes pas prêts à traiter. Le lien entre sécurité extérieure et sécurité intérieure fait partie, par exemple, de ces questions transversales imposées par la Méditerranée à une culture et un appareil politiques qui les ont toujours soigneusement séparées. Les intellectuels peuvent bien, en toute théorie, expliquer que diplomatie méditerranéenne et politique de la ville en France sont insécables, nous n'avons pas de représentation politique concrète de cette liaison; nous ne savons pas comment exprimer, sans parler d'ennemi

Hiver 1995-1996

intérieur, cette unité, qui contraint naturellement à modifier radicalement la définition même de notre politique de sécurité. Cette Méditerranée qui n'existe pas nous impose un rapport externe/interne neuf. Elle nous impose aussi, autre exemple, des hypothèses de conflits de basse ou de très basse intensité, qui ne sont pas tant redoutables pour nous par leurs effets physiques, que par leurs effets politiques, et que notre appareil politico-militaire est fort peu habitué à traiter: fantasmatique ou réaliste, l'arrivée de population sur les côtes du sud de l'Europe, la circulation terroriste, le tir d'un missile sur telle île ou la menace sur des ressortissants nationaux expatriés, sont des hypothèses qui, à un degré ou un autre, mettent en cause la sécurité des pays, mais ne peuvent se voir opposer les recettes classiques de la stratégie diplomatico-militaire.

Et puis, si le Sud c'est l'Arabe, l'Arabe c'est l'Islam. On aurait tort de reprocher cette dernière "évidence" aux populations du Nord, puisque tous les régimes arabes l'affirment, fussent-ils par ailleurs, comme l'Algérie officielle, théoriquement les plus en pointe sur le chemin d'une relative laïcité. Un pas supplémentaire est désormais franchi par l'énoncé: l'Islam c'est l'islamisme. Pourquoi ce pas est-il à peu près inévitable? Parce qu'il est, par définition, conceptuellement difficile, par exemple pour un Français, de distinguer l'islamisme, idéologie de pouvoir, de régimes qui se déclarent régis par une religion d'Etat — avec la plupart du temps des conséquences concrètes, en matière de droit par exemple. Bien sûr, si l'on s'attache à la pratique politique, on voit bien que les résultats sont fort différents en Algérie et en Iran. Mais au niveau conceptuel, le départ est irréductible entre la vision laïque et désidéologisée qui prévaut dans la plupart des pays représentant l'*Occident* (la religion joue aux Etats-Unis un rôle culturel ou un rôle instrumental de lobby), et le maintien revendiqué au Sud des politiques dans la sphère de la transcendance. Si l'on considère la France, on sait que les années quatre-vingt ont imposé un net recul de l'idéologie — dernier avatar du transcendant, du métaphysique dans les discours politiques. La gauche au pouvoir, l'acceptation des nécessités gestionnaires, l'acceptation définitive de l'alternance, portent reconnaissance de ce que la démocratie est un art du relatif où il n'est d'autre horizon que le vouloir-bien faire, la recherche de l'efficacité, et dans le meilleur des cas, le service de l'Autre. A cette conception d'une politique conçue comme le règne du relatif (que consolide, ou aggrave l'effondrement du bloc soviétique) se heurte violemment la proclamation de cultures d'Islam qui nous disent que la politique doit se référer à un absolu; pire, que cet absolu est religieux.

De cette fracture émerge sans doute un véritable sentiment d'altérité, l'impression qu'il n'y a pas de part et d'autre de la Méditerranée de raison politique commune; constat particulièrement déstabilisant pour ceux que l'ère nucléaire a contraint depuis plusieurs décennies à hyper-rationaliser toute relation politique. Il va de soi que cette analyse ne saurait justifier qu'on juge indistinctement les pratiques politiques des sociétés d'Islam; c'est la genèse d'une altérité qui importe ici. Au demeurant cette perception de "*quelque chose qui bouge, qui est autre, et qui nous concerne*", n'implique nullement que dans l'opinion française l'ensemble de la rive sud soit ressentie comme menaçante. Si l'on consulte les études

menées par le ministère de la Défense français sur les pays dits menaçants, on voit que leur liste est fort fluctuante et doit beaucoup à l'actualité médiatique: Iran, Irak, Libye, Algérie sont depuis quinze ans successivement montés aux premières places. C'est plutôt d'un magma potentiellement déstabilisant qu'il est question dans l'esprit public, au visage changeant, et rarement mis en relation avec des capacités militaires réelles.

Un autre monde: l'ordre militaire

Ceci parce que cette opposition Nord-Sud n'a tout simplement pas de sens dans l'ordre militaire. Nous, pays du Nord, avons rarement formalisé militairement les rapports Nord-Sud en Méditerranée. Pour une raison fort simple: la disproportion des forces militaires est si lourde que nous n'avons éprouvé aucun besoin jusqu'ici de la souligner ou de la théoriser. Les armes nucléaires — et tout processus sérieux d'acquisition — sont absentes de la région à l'exception d'Israël et potentiellement, plus loin, de l'Iran. Les armées classiques sont soit faibles (au Maghreb puisqu'elles sont réglées exclusivement sur des hypothèses d'emploi locales et régionales), soit irrationnellement dimensionnées (c'est-à-dire équipées mais sans stratégie et sans capacité concrète d'usage efficace des armes, c'est le cas en Libye ou en Arabie Saoudite), soit puissantes localement avec une stratégie inadaptée pour les hypothèses correspondant vraiment à leur échelle (cas de l'Irak). Très grande inégalité de l'Ouest à l'Est, organisation des forces en fonction d'hypothèses locales, constituent les deux caractères principaux des arsenaux au sud de la Méditerranée, que ne bouleverse pas la perspective de la prolifération des instruments balistiques. En face, la rive nord n'est pas plus unifiée, mais certains grands acteurs militaires disposent de capacités essentielles dans des opérations modernes, dont sont totalement dépourvus nos vis-à-vis: en particulier la capacité de projection massive de forces (c'est une chose de projeter un ou deux missiles; tout autre chose de projeter une armée de l'autre côté de la Méditerranée) et la maîtrise de l'air — qui a de lourdes conséquences sur terre (voir l'Irak), mais aussi pour le contrôle de la mer et donc de la circulation maritime.

Ces moyens militaires des pays du Nord restent relativement inactivés et ne sont en tout cas pas focalisés explicitement sur des hypothèses méditerranéennes pour une raison psycho-politique lourde: Suez, l'Algérie et le Liban nous incitent à nous méfier très fortement de toute hypothèse de promenade militaire au sud. Les interventions menées par l'appareil militaire français dans cet espace méditerranéen depuis une vingtaine d'années ont été strictement limitées, et cadrées par un objectif politique précis qui restreignait la gravité de l'engagement.

On sait cependant que de vrais enjeux de sécurité existent pour nous, gens du Nord, en Méditerranée. Répétons que nous avons intérêt à ce que demeure stable l'approvisionnement pétrolier de la région; que nous

Hiver 1995-1996

avons intérêt à la normalité de la circulation maritime militaire et civile et en particulier à ce que la seconde ne puisse être prise en otage par la première; que la sécurité des populations doit pouvoir au mieux être garantie, où qu'elles se trouvent; que les échanges de populations expatriées doivent être maîtrisés afin de n'entraîner de grave déstabilisation ni d'un côté ni de l'autre; que nous avons intérêt à ce que les conflits locaux ne débordent pas; enfin, à ce que soient mis en place des dispositifs communs de lutte contre le terrorisme, où qu'il se développe. Il reste que ces problèmes, si certains relèvent de l'ordre militaire, ne peuvent être réglés dans leur ensemble par un raisonnement militaire, et que même aucun d'entre eux pris séparément ne relève intégralement de l'action militaire: des stratégies touchant des domaines différents devront donc concurremment être mises en œuvre. De plus, ces problèmes ne peuvent être traités exclusivement en termes d'intervention dans l'espace méditerranéen; la question démographique, la question du terrorisme, mettent en cause des procédures de gestion interne des Etats, y compris et d'abord chez nous: à ce titre, les espaces sont articulés et nulle opposition Nord-Sud en Méditerranée n'est pertinente.

L'ensemble de ces problèmes, noyau dur des préoccupations de sécurité dans la région à moyen terme, n'ont ainsi guère à voir avec *l'Islam, le monde arabe, la rive sud*, ou même la *Méditerranée*, considérés comme catégories. En termes de conflits et d'intérêts de sécurité, la Méditerranée n'est aujourd'hui que l'englobant géographique d'espaces stratégiques et de logiques conflictuelles très divers, hétérogènes. Nous nous trouvons ainsi dans une situation éminemment contradictoire et notre angoisse porte justement sur cette contradiction. Il y a bien émergence depuis plusieurs années d'une perception créant un Autre dans l'esprit des opinions publiques du sud de l'Europe, et en particulier en France, pour les raisons qu'on a décrites. Mais les problèmes de sécurité d'aujourd'hui ont peu à voir avec l'émergence de cette perception.

L'autre Sud

Ce n'est pas seulement de l'évolution des pays du nord de la Méditerranée qu'émerge, désordonnée, inégale, l'image rêvée d'un couple Islam/Occident. Depuis le début des années soixante-dix, la revendication identitaire à référence religieuse a touché — à des degrés, selon des modalités, avec des effets politiques et culturels, divers — l'ensemble des pays d'Islam. Cette revendication, démarquage d'un Autre que l'on crée dans son mouvement même, relève d'explications multiples.

On peut mentionner d'abord la mémoire de la colonisation et des interventions qui semblent à tort ou à raison s'inscrire dans la même logique, de Suez au second conflit du Golfe. L'effet de ce dernier a été moins spectaculaire, moins violent sur les opinions arabes qu'on l'a cru sur le coup; mais il s'inscrit en profondeur, sur le long terme. Il n'a pas produit d'explosion ni d'effet unitaire sensible dans le monde arabe contre l'Occident mais il a introduit une fêlure, une certitude silencieuse et

indéracinable sur l'existence de deux mondes. A ce titre, la Seconde Guerre du Golfe est bien l'héritière de la colonisation en tant qu'elle affirme une volonté et une capacité extérieures de régler les problèmes de la région en constituant l'intervenant comme monde différent. Une telle perception néglige certes la contradiction interne du groupe des intervenants, et le fait que quelques régimes arabes furent aussi parmi les adversaires de l'Irak; mais l'image demeure. Autre élément générateur: la liquidation des espoirs d'unité arabe (politique depuis les années soixante, économique avec l'échec de la solidarité ébauchée autour de la manne pétrolière des années soixante-dix), doublée de l'impuissance à édifier des économies viables hors d'une logique de rente, et à fonder des systèmes politiques pouvant amortir les cahots de la modernisation. C'est ainsi l'ensemble des modèles modernistes mis en œuvre depuis le début des années soixante sous des formes diverses, qui se trouvent mis en cause. Sous la grande stabilité institutionnelle des Etats, la confiscation et l'impuissance du pouvoir les a de plus en plus coupés des sociétés civiles; d'où la revendication aujourd'hui d'une identité contre cet Etat, qui représente, chez soi, la modernité de l'Occident, une modernité fétiche, corrompue et enviée, inaccessible.

La fièvre qui a saisi le Nord riche lors de l'effondrement du système Est-Ouest n'arrange pas les choses. La dominance absolue des grands pays du Nord sur les institutions internationales (la mythique "communauté internationale" n'étant fort souvent que l'habillage des intérêts de conjoncture des membres permanents du Conseil de Sécurité et de leurs amis proches), la marginalisation, dans les conceptions géopolitiques émergentes, de tout ce qui n'appartient pas aux zones stratégiques du monde riche ou à leurs dépendances obligées (Moyen-Orient), la diffusion universelle de valeurs occidentales grossièrement assimilées aux modes de vie américains: ces évolutions imposent aux sociétés de la rive sud de la Méditerranée l'image de la construction d'une citadelle, abritant ses richesses derrière des murailles infranchissables, même s'il faut sauvegarder quelques moyens de sortir des murs, ponctuellement, pour remettre de l'ordre dans des zones d'intérêts particuliers. Vues du Sud, les différences entre Europe de l'Ouest, du Centre ou de l'Est sont largement décoratives; et la fin du système des Alliances n'est rien d'autre que la réunification du Nord, et le renvoi du Sud à son inexistence géopolitique. Le fait que les pays du sud de l'Europe, l'Union européenne elle-même, n'aient en Méditerranée occidentale que des politiques réactives — en réaction à ce qu'ils identifient comme un danger du Sud réel ou fantasmé — vient confirmer ce sentiment d'enfermement à l'extérieur, de clôture dans un monde autre qui n'est écouté que lorsqu'il bouge ou grogne. A ce titre, le problème de la rive sud de la Méditerranée c'est qu'elle n'est rien, qu'elle est ainsi incitée à penser que l'Autre est tout, et que cet Autre donc existe.

Ce processus de fabrication de l'Autre occidental qui puise dans une histoire antagonique encore proche, renvoie à l'échec des régimes du Sud et se nourrit des exclusions entraînées par les changements des années quatre-vingt, ce processus est certes éminemment contradictoire (le rejet

n'est qu'envers de l'attrance pour un objet inaccessible) et divers selon les sociétés et les pays. Sont et seront particulièrement intéressants à suivre les pays où fut le plus poussée la modernisation idéologique et sociale depuis quelques décennies (l'Algérie) ou beaucoup plus longtemps (la Turquie). On voit bien dans ce dernier pays l'hésitation présente entre l'intégration formelle à l'Occident — mais il faudrait qu'elle pût se prouver institutionnellement, ce que ne souhaite guère l'Union européenne — et le redéploiement vers une idée régionale, qui serait inséparable de l'investissement dans un nouveau discours identifiant l'Autre, comme *Occident* fermé.

D'une identité à l'autre

Il est en effet bien clair que nous autres pays du Nord, avons un rôle déterminant dans la fabrication de cet "Occident" dont officiellement, en Europe au moins, nous ne voulons pas. Plus exactement, nous nous contentons, de ce côté-ci de l'Atlantique, de l'identification d'un Occident de fait. Le problème est donc de savoir si, volontairement ou insensiblement, nous allons dans un avenir proche accepter, ou souhaiter, de nous constituer en Occident explicite. Plus nous nous vivons ainsi, en Autre du Sud, plus nous valoriserons les logiques qui organisent le Sud en Un de cet Autre-là. Or la logique la plus unificatrice parmi ces dernières est bien entendu l'Islam, principe religieux aux vertus référentielles absolument incomparables avec tout autre élément de fusion sociale imaginable.

Pour répondre à la question: "Allons-nous nous constituer en Occident?", il serait rafraichissant de ne faire appel qu'aux instruments de la raison. Hélas, nous sommes aujourd'hui, au nord de la Méditerranée et précisément en France, comme d'autres et pour nos raisons propres, aussi à la recherche d'une identité. Aux deux niveaux de définition de cette identité: interne et externe. L'identité interne française est de toute évidence mise en cause à la fois par les exclusions socio-économiques et par la persistance des ghettos d'immigration qui, combinée aux premières, rend impossible, ou au moins très problématique, le fonctionnement de la machine à intégrer française. Cette machine fonctionne sur le dialogue direct entre la République et le citoyen, individu revêtant une définition politique, dialogue qui refuse constamment de reconnaître les communautés. Or voici que tout à notre refus politique des communautés, nous ne les avons pas vues naître de fait, au niveau le plus élémentaire, géographique. Parallèlement, se développe la crise de notre identité extérieure. L'invocation tant répétée de notre vocation mondiale, de notre statut de puissance, cache mal, exhibe plutôt, un doute profond. Nous n'avons plus de positionnement ferme, identifiable, dans le monde parce que notre posture était calculée au plus juste dans un monde qui a disparu. L'arme nucléaire reste sans doute nécessaire pour garantir une sécurité ultime dans un avenir inimaginable mais elle ne joue plus le même rôle dans la définition de la puissance. Nous agissions hier dans

une Europe bouclée par le système bipolaire où notre statut de puissance nucléaire indépendante nous donnait un espace de jeu non négligeable: la répartition de la puissance se redessine sur le vieux continent, et nos forces seules (militaires ou autres) n'y peuvent mais. Nous manœuvrions hier, hors d'Europe, dans les marges du système Est-Ouest, où nos moyens limités faisaient merveille (en Afrique, par exemple, dans notre ancien Empire): la destruction de la plupart des espaces stratégiques où nous agissions, le désengagement des puissances, l'insondable complexité des problèmes ne nous laissent guère que la certitude de notre puissance, et pas les moyens de l'affirmer. Pendant des décennies, l'immuabilité du système Est-Ouest nous a donné à croire que cette puissance était un acquis; nous savons désormais que le monde change et que la puissance est un devenir, une adaptation permanente.

La jonction des questions sur le positionnement extérieur de la France et des interrogations sur notre cohésion interne peut être critique. Démultipliant les incertitudes, elle pourrait conduire à l'adoption de recettes rapides apparemment opératoires et en réalité fort dangereuses: conception policière (voire militaire) de la stabilité intérieure, vision proclamatoire du statut extérieur. La tentation du repli national (fermeture du territoire par le refus symbolique de Schengen, impossibilité de produire une stratégie européenne cohérente, appui sur les signes militaires de la puissance, diplomatie minimale au Sud, avec des moyens limités et réduite à une position de donneur de leçons), aurait évidemment des conséquences très dommageables sur les rapports politiques et stratégiques en Méditerranée. Ici, la liaison au niveau européen est essentielle. Pour la France, l'ensemble politique européen est sans doute, pour l'avenir proche, la seule médiation imaginable pour l'affirmation de notre volonté, de nos objectifs, dans un contexte de limitation de la puissance nationale, contexte qui ne nous touche pas seuls au demeurant. Inversement, l'Union européenne est aussi le seul acteur qui puisse avoir en Méditerranée une politique efficace et diversifiée, faisant sa part à la complexité du milieu, et évitant la cristallisation et l'opposition rive nord/rive sud. D'où l'intérêt des projets de partenariat euro-méditerranéen, partenariat adapté aux diverses zones et aux sphères (économiques, humaines, politiques, pourquoi pas de sécurité) de contact entre l'U.E. et les pays de la Méditerranée. En maniant des réponses complexes et articulées, en se revendiquant comme Europe avec des espaces d'intervention et des objectifs propres, l'U.E. aide à casser l'idée émergente d'Occident, tout en n'affectant pas de croire qu'existe déjà une Méditerranée qui n'est, au vrai, qu'une idée en gestation.

Il n'est pas simple de passer de la perspective aux faits. Cela suppose, entre autres conditions, que la France, pays méditerranéen majeur de l'Union, choisisse clairement cette dernière comme lieu d'expression de sa politique dans la région; que l'Europe se dote des véritables moyens, politiques et techniques, de créer une politique étrangère commune, qu'elle n'a pas pour le moment; enfin qu'elle donne à sa politique méditerranéenne une visibilité (à destination des opinions publiques), difficile à démontrer à partir d'un objet inévitablement sophistiqué et

complexe, donc *a priori* indéchiffrable.

Dans cette optique, c'est à une véritable révolution culturelle que sont appelés chez nous les responsables du système de défense et de sécurité. On va demander au système militaire de tourner sans menace — ce qui ne signifie pas: sans hypothèse d'emploi —, sans menace identifiée, constituée au sud. On va lui demander de préparer des instruments de gestion collective des crises, entre partenaires de la rive nord et pourquoi pas entre les deux rives, plutôt que des moyens d'intervention unilatérale, correspondant aux fantasmes gendarmiques hérités du passé; on va lui demander en temps de paix de développer les procédures d'échange, de transparence afin de désamorcer l'image de l'Autre agressif, et de préparer à terme, à long terme, l'accouchement d'un sentiment de sécurité ou d'insécurité commun. Plus largement, il s'agit d'en arriver à une conception régionale de la sécurité où s'articuleraient les espaces intérieurs et extérieurs, où la stabilité serait le produit d'un système permanent et coopératif, où le militaire n'interviendrait qu'aux marges, comme instrument d'ajustement. La progression vers un tel objectif appelle beaucoup de concessions, exige beaucoup des pays du Sud que rien ne prépare à des montages de ce type. Mais elle suppose aussi des ruptures fondamentales dans notre propre conception de la manœuvre diplomatique et de l'affirmation de puissance.

L'Islam et l'Occident ne forment donc pas aujourd'hui un couple de sujets stratégiques, sauf pour ceux qui ont intérêt à ce que ce couple adviene, à ce que le monde se redécoupe ainsi. Il reste qu'au nord comme au sud, les perceptions ont évolué ces dernières décennies vers l'identification d'un monde autre, se réorganisant selon une logique propre et potentiellement hostile. Les changements de ces dernières années nous laissent, au nord comme au sud, bien que pour des raisons différentes, dans une incertitude d'identité qui pourrait accélérer cette cristallisation de l'Autre. A cet égard, nous nous trouvons, Français, à une croisée des chemins. Ce que nous dirons sur notre propre homogénéité intérieure — et donc sur la politique de la ville, de l'immigration, de l'intégration, et notre politique socio-économique en général —, ce que nous dirons sur notre politique européenne — et donc sur notre volonté de garder un rôle international que nous ne pouvons plus assumer seuls —, ce que nous dirons sur notre volonté méditerranéenne — et donc sur notre désir de participer à la gestion commune de notre environnement, sans syndrome de citadelle agressive ou minimaliste dans son approche de l'espace hors-les-murs — tout ce que nous dirons sera déterminant: pour la perception que nos partenaires du Sud auront de notre action, pour la perception que nous aurons de nous-mêmes, et de notre place nouvelle dans un monde nouveau.

Dominique David est chargé de mission auprès du Directeur de l'I.F.R.I. (Paris) et professeur à l'Ecole spéciale militaire de Saint-Cyr-Coëtquidan.